

Expansion du tourisme international : gagnants et perdants

Bernard Duterme

Si l'explosion du tourisme repose sur sa démocratisation au sein des pays riches, son internationalisation n'en confirme pas moins son caractère inégalitaire, et le discours humaniste de l'OMT, son option libérale. Révélateurs des disparités Nord-Sud, les flux touristiques creusent les écarts : les tour-opérateurs transnationaux se partagent une part croissante des profits et le « premier monde » s'impose toujours comme le principal émetteur et récepteur des « migrants de plaisance ». Pour autant, le tourisme est devenu la première source de devises pour un tiers des « pays en développement ». A quels coûts sociaux, environnementaux et culturels ? Privatisation du patrimoine, saccage des écosystèmes, folklorisation des sociétés, consommation des moeurs... la monoculture du tourisme massifié et la diversification tous azimuts de son offre induisent-elles autre chose qu'un « nouvel usage occidental du monde » ? Les initiatives en matière de tourisme éthique veulent le croire. Reste que la réalité du rapport inégal entre « visiteurs » et « visités » et celle, plus globale, du déséquilibre entre promoteurs de l'industrie touristique et populations locales appellent de nouvelles régulations.

Expansion du tourisme international et libéralisation des services

Equations

Les menaces que l'AGCS fait peser sur les services publics essentiels ont suscité une levée de bouclier à travers le monde. Ses conséquences sur un secteur « commercial » en expansion constante comme le tourisme sont, elles aussi, lourdes de conséquences pour les pays en voie de développement. On découvre depuis quelques années que le tourisme est loin d'être « l'industrie sans fumée » que l'on croyait. En Inde, son développement sauvage a entraîné une exploitation débridée des environnements naturels, en particulier le long des côtes, et s'est traduit par une utilisation intensive des ressources qui a mis en péril la survie de nombreuses communautés locales. Il existe pourtant des expériences de tourisme animées par les communautés et respectueuses de l'environnement. Des lois nationales et des forums internationaux cherchent à renforcer ce modèle alternatif de développement touristique. Le traitement que le tourisme reçoit au sein de l'AGCS est en passe cependant de rendre hors-la-loi toute réglementation nationale ou locale limitant de quelque manière que ce soit l'accès des multinationales du tourisme aux marchés nationaux.

Privatisations, marchandisation et tourisme

Anita Pleumaron

Plus que tout autre secteur, l'industrie touristique participe à la marchandisation du monde par l'appropriation – acquisitions de fait, privatisations... – de ressources publiques et la mise en vente de ses multiples « produits » matériels et immatériels, puisés dans les cadres sociaux, naturels et culturels dans lesquels elle opère. L'instrumentalisation des « aires protégées » à des fins commerciales, souvent sans respect pour les réalités humaines locales et sans véritable considération pour les impératifs environnementaux, procède de la même logique. Avec l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) discuté dans le cadre de l'OMC, il semble que plus aucun endroit ni bien ne puisse à terme demeurer à l'abri de l'avidité des entreprises. Si le « tourisme équitable » peut aider à redistribuer certains bénéfices, il ne questionne pas véritablement la commercialisation de réalités sociales et naturelles transformées en « produits », sur laquelle se fonde le développement de l'industrie touristique transnationale et qui l'assimile à une certaine forme de prostitution. Contre la marchandisation tous azimuts, il s'agit de se mobiliser pour la réglementation du secteur.

Alternative démocratique à la logique dominante du tourisme mondial

K.T. Suresh

Considéré comme une force économique majeure, le tourisme mondial actuel et son approche commerciale se développent le plus souvent au détriment de l'environnement et des droits sociaux et culturels des populations autochtones du Sud. Sa structure d'entreprise, plus à l'écoute du marché que des personnes, bénéficie peu aux

économies locales et beaucoup aux tour-opérateurs transnationaux. Son impact précaire et ses effets négatifs sur les ressources naturelles et les réalités sociales, en particulier dans les petits Etats insulaires en développement, révèlent un système d'abord axé sur l'appropriation privée des biens et le profit. La démocratisation du tourisme, basée sur la participation collégiale de tous les acteurs concernés aux décisions, constitue une priorité, tout comme l'implication des autorités locales dans la définition des politiques et le partage des bénéfices. La remise en cause de la libéralisation indiscriminée du secteur contenue notamment dans l'AGCS, est un autre défi, complémentaire au renforcement des institutions régulatrices internationales, nationales et locales et au soutien des acteurs populaires d'un tourisme durable et équitable.

Economie politique du tourisme : libéralisation et condition des femmes

Mariama Williams

Le tourisme occupe une place centrale dans les négociations internationales en vue de libéraliser le marché des services. Par son poids économique et les recettes qu'il génère, il est présenté comme une opportunité pour les pays les moins avancés, qui avec l'expansion du tourisme de masse pourraient devenir des destinations prisées. Selon cette approche qui oriente les processus de libéralisation du secteur, notamment dans le cadre de l'AGCS, le développement du tourisme amène croissance et prospérité, crée de l'emploi, augmente les salaires, favorise l'épargne, attire les investissements, facilite le transfert de technologie... La faible marge de manœuvre des pays pauvres dans les négociations, leur dépendance vis-à-vis des investissements étrangers, leur incapacité à maîtriser les mécanismes de l'industrie touristique mondiale ne leur permettent pourtant pas de tirer réellement profit du secteur. L'approche dominante, qui n'envisage le tourisme que pour son impact macroéconomique, ne prend pas en compte ses externalités négatives sur les ressources naturelles, le niveau de vie des populations locales et en particulier sur la condition des femmes et l'égalité entre les sexes.

Expansion du tourisme mondial et alternatives éthiques

Françoise El Alaoui

Le tourisme est devenu le secteur d'activité le plus dynamique au monde en termes de croissance. Les flux de voyageurs sont en constante augmentation. Mais leur répartition reste largement inégale. Ils proviennent essentiellement d'Europe et d'Amérique du Nord, et dans une moindre mesure d'Asie, pour y rester ! Ces mêmes régions concentrent en effet la grande majorité des « arrivées » et des recettes. Maîtres des flux, les transnationales de l'industrie du tourisme rapatrient l'essentiel des devises que celui-ci génère de plus en plus dans les pays de destination du Sud. Dans ces régions, les effets négatifs du développement touristique sont multiples : déplacements de populations, travail forcé ou sous-payé, marchandisation des cultures, augmentation des prix, exclusivité donnée aux touristes dans l'accès à divers services, tourisme sexuel... Les alternatives au modèle dominant visant à modifier les pratiques des différents intervenants du secteur sont-elles en mesure de renverser la tendance ? Durables, équitables, responsables ou éthiques, ces initiatives ne sont pas non plus à l'abri de dérives diverses et le rapport inégal entre « visiteurs » et « visités » reste prégnant.

Tourisme, mondialisation, consumérisme et développement durable en Asie du Sud-Est

Anita Pleumaron

Face au poids de la dette et au durcissement des conditions du commerce, de nombreux pays en développement se sont tournés vers le tourisme pour attirer devises et investissements. Des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale et des organisations commerciales comme le Conseil mondial du voyage et du tourisme se sont donné pour mission de faire du tourisme une industrie planétaire. En Asie du Sud-Est comme ailleurs, son développement s'appuie sur la libéralisation du commerce international, la privatisation des patrimoines publics et la marchandisation des sociétés. La concentration du secteur et de ses bénéfices au sein d'entreprises transnationales, l'instrumentalisation et la détérioration de l'environnement et le développement d'une culture matérialiste hyperconsumériste au sein des nouvelles classes moyennes du Sud-Est asiatique en constituent les principaux corollaires. Les possibilités qu'a le tourisme de s'orienter

réellement vers le développement durable dans le contexte économique et politique actuel n'ont de chance d'aboutir qu'à la condition que des changements structurels profonds soient réalisés dans le système mondial.

Tourisme rural en Afrique : concilier « authenticité », « qualité » et « rentabilité » ?

Mimoun Hillali

La double contrainte économique-culturelle contradictoire - « rentabilité » vs « authenticité » ; « adopter la norme » vs « figer la différence »... - à laquelle est effectivement soumis le « tourisme rural » en Afrique est à la fois caricaturale et délétère pour les dynamiques locales, dans chacune de ses deux dimensions. Les néotouristes, ces « anti-touristes » à la mode, en provenance des pays riches et qui entendent se distinguer du tourisme de masse, troquent périodiquement, moyennant finances, leur cadre de vie citadin, moralement stressant et matériellement confortable, contre des valeurs et des modes de vie apaisants, à savoir la simplicité d'une paysannerie agropastorale « archaïque ». Le besoin devenant marché, l'hôte rural du tiers-monde est tenu de s'adapter s'il espère en bénéficier : il sera sécurisant, propre et accueillant côté cour, traditionnel et dépayssant côté jardin. Le dogme libéral s'impose : « la qualité » (normes et méthodes) améliore la productivité et la productivité réduit la pauvreté. A quelles conditions le tourisme rural dans le Sud peut-il être autre chose qu'un créneau porteur à rentabiliser par les opérateurs du secteur ?

Biodiversité et logique du développement « par » et « pour » l'écotourisme à Madagascar

Bruno Sarrasin et Haja Ramahatra

Dans un contexte de restructuration de l'économie et de redéfinition du rôle de l'État, l'environnement dans lequel évolue le tourisme – particulièrement dans l'hémisphère Sud – pose d'importants défis aux gouvernements nationaux : quelles mesures prendre pour un développement durable et profitable aux populations locales ? La volonté de concilier croissance économique, lutte contre la pauvreté et protection de la biodiversité fait de l'écotourisme une stratégie de développement de plus en plus recommandée. Les « aires protégées » sont alors désignées comme le lieu idéal pour la mettre en pratique. La rareté de ces espaces et la soif des marchés pour des milieux naturels intacts commandent toutefois une grande vigilance dans leur utilisation. L'écotourisme peut-il effectivement bénéficier aux aires protégées, à la population rurale et à l'économie nationale ? A Madagascar, la logique néolibérale sous l'égide de la Banque mondiale, dans laquelle s'insère le développement « par » et « pour » l'écotourisme – à partir du parc national d'Isalo en particulier – ne sert pas les intérêts des majorités pauvres et n'offrent pas de réponses durables à la protection de la biodiversité.

Mondialisation et tourisme : mélange détonant pour les peuples indigènes

Raymond de Chavez

Le développement exponentiel du tourisme dans les pays du tiers-monde bénéficie de tous les égards des institutions financières internationales. Considéré comme un vecteur d'emplois et de richesses, le tourisme local n'a pu résister aux logiques libérales de l'économie mondialisée, contenues dans des textes comme celui de l'Accord général sur le commerce des services. Les populations indigènes du tiers-monde, jusque-là épargnées par les activités touristiques traditionnelles, sont devenues les cibles d'un secteur en pleine expansion : l'écotourisme. Vanté comme alternatif et écologique, l'écotourisme est cependant loin d'être « durable ». Ses effets sont souvent dévastateurs pour les populations indigènes qui doivent supporter tout son poids sans réelle prise sur son développement. Evincées de leurs terres traditionnelles, perdant le contrôle et l'accès à leurs ressources naturelles, les peuples indigènes connaissent régulièrement la déchéance sociale à la suite de la pénétration du tourisme et de la commercialisation de leur culture. Ces populations deviennent ainsi de simples rouages dans une industrie pesant plusieurs milliards de dollars.

Tourisme au Mexique : modèle de masse, de l'étatisme au marché

Daniel Hiernaux

C'est tôt dans le 20^e siècle que le Mexique a promu le tourisme international sur ses terres. Celui-ci, mis en œuvre par l'Etat, a enregistré une croissance constante durant plusieurs décennies, dans le cadre d'un système d'accumulation développementaliste de type fordiste, encouragé par la Banque interaméricaine de développement. Gros investissements, grands travaux d'infrastructures et retombées économiques significatives. La proximité des Etats-Unis, la fermeture de Cuba au tourisme suite à la révolution, la pénétration progressive des transnationales ont participé à l'expansion d'un tourisme de plage massifié et standardisé, calqué sur le modèle états-unien. La libéralisation du secteur à partir des années 1980 va confirmer la tendance et exacerber ses travers sociaux, économiques, culturels et environnementaux. Le secteur enrichit les multinationales et instrumentalise, voire pervertit, les réalités locales. La concurrence croissante des destinations à l'échelle mondiale et les évolutions qualitatives de la demande poussent à la diversification, mais les obstacles sont multiples et les possibilités de développement d'un tourisme réellement alternatif, maigres.

Tourisme dans les petits Etats insulaires en développement : quelle durabilité ?

Ranjan Solomon

Si la part du tourisme dans les économies des petits Etats insulaires en développement (PEID) des Caraïbes, de l'Océan indien et du Pacifique reste aujourd'hui très variable, elle croît partout rapidement. L'environnement économique mondial pousse la majorité d'entre eux à le considérer comme le moteur de leur développement, capable de doper la croissance économique, de créer de l'emploi et d'attirer des devises étrangères. Mais le « tout au tourisme » est loin d'être une panacée. Paradoxalement, ses retombées économiques dépendent grandement du développement d'autres secteurs d'activités, qui doit permettre d'éviter les fuites de devises et de limiter la dépendance à un marché extrêmement sensible aux changements d'humeurs de l'économie mondiale. Ses effets peuvent aussi être négatifs pour la population locale si rien n'est fait contre les pressions inflationnistes, l'exploitation de la main-d'œuvre, la marchandisation des cultures... En négligeant les dégâts environnementaux de l'expansion du tourisme, les PEID scient la branche sur laquelle ils sont assis. Il est urgent de s'attaquer à la mise en place de politiques de développement durable et équitable du tourisme.